



# Lu pour VOUS

## Nouvel Obs

### Elections dans la Police Nationale: un test important pour le gouvernement

De lundi à jeudi, près de 117.000 fonctionnaires de police vont élire leurs représentants syndicaux qui siégeront dans les instances paritaires durant trois ans. Ces élections seront un test important pour le président Nicolas Sarkozy et le gouvernement qui, à l'approche des élections régionales, continuent à faire de la sécurité un thème fort de leur politique et de leurs interventions.

Le Ministère de l'Intérieur suivra avec attention le vote des 105.400 gardiens de la paix et gradés (73% des effectifs de la police nationale) et notamment les résultats du syndicat L'Union SGP Unité police, fruit du rapprochement récent de l'ex UNSA-police (41,1% en 2006) et du Syndicat général de la police-Force Ouvrière (SGP-FO) (15,3% en 2006), classé à gauche.

Classé proche de l'UMP, Alliance Police Nationale fait aussi du pouvoir d'achat l'un de ses thèmes principaux de campagne. "On nous demande de travailler plus et mieux alors nous voulons gagner plus", assure Jean-Claude Delage, le secrétaire général de l'organisation. Celle-ci met également en avant le thème du respect dû aux policiers. "Nos collègues se sentent suspectés, peu soutenus par leur hiérarchie et par les magistrats", poursuit Jean-Claude Delage.

Ce dernier demande qu'en raison de la baisse des effectifs, la mission des policiers soit recentrée sur le coeur de leur métier. "Aujourd'hui, on leur demande tout et n'importe quoi", conclut Jean-Claude Delage. "Il faut les débarrasser de tâches indues comme les gardes de détenus ou les gardes à l'hôpital".

Critique sur une politique du rendement jugée "contre-productive" et "opposée" à la course aux chiffres, le patron d'Alliance dit avoir noté "une inflexion" dans les dernières déclarations de Brice Hortefeux, le Ministre de l'Intérieur.

Les 11.445 officiers de police sont eux aussi appelés aux urnes. Majoritaire avec 53,19% des voix en 2006, le Syndicat national de la police nationale (SNOP), classé à gauche, entend conforter son leadership face à Synergies-Officiers, fortement implanté en région parisienne et qui ne cesse de progresser au fil des scrutins (44,8% en 2006).

"Sur le terrain, les officiers sont très remontés contre la politique du chiffre", soutient David Barbas, porte-parole du SNOP. "Nous constatons également que le fossé salarial se creuse avec les commissaires de police ou avec les gendarmes alors que l'indemnisation de nos heures supplémentaires est dérisoire".

Le SNOP demande également la création d'un corps unique de cadres regroupant officiers et commissaires de police, tout comme Synergie-Officiers. "La campagne ne se fait pas sur des enjeux catégoriels", assure Patrice Ribeiro, secrétaire général adjoint du syndicat. "Aujourd'hui, de jeunes étudiants se retrouvent après deux ans d'école à la tête de plusieurs dizaines de policiers sans avoir véritablement d'expérience. Les officiers se retrouvent à quarante ans avec un savoir-faire mais sans véritable possibilité d'évolution".

Synergie Officiers réclame ainsi une plus grande "fluidité" dans l'évolution des carrières et une réforme des corps principaux de la police nationale. "Ce n'est pas d'actualité", répond Sylvie Feucher, secrétaire général du Syndicat des commissaires de la politique nationale (SCPN), majoritaire. Les 1.768 commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale sont eux appelés aux urnes au mois de mai prochain.

## Les Inrocks

### Elections syndicales : la police en plein vaudeville

Les élections professionnelles dans la police nationale, qui se déroulent jusqu'au 28 janvier, devraient consacrer la nouvelle force Union SGP-Unité Police, plutôt contestataire. Entre les syndicats, les invectives pleuvent.

100000 gardiens de la paix et 20000 officiers de police sont appelés aux urnes du jusqu'au 28 janvier, pour désigner les représentants qui siègeront dans les instances paritaires de la police, cruciales dans la gestion des carrières et l'orientation générale des politiques. Les [élections syndicales](#) auront été le théâtre de coups bas, de déchirements et d'attaques personnelles.

La « vieille » Unsa police, qui veut garroter l'hémorragie, présente tout de même des listes. Première force des gardiens de la paix lors des dernières élections professionnelles en 2006 (41%), le syndicat n'espère plus que 10% cette fois-ci. « *On n'est pas reparti de zéro mais de pas grand-chose* », juge son secrétaire général, Philippe Capon.

A ma droite (mais ne dites pas qu'ils sont de droite), le syndicat Alliance Police Nationale, proche du gouvernement, est bien tranquille. Au pire il reste stable (36% en 2006), au mieux il gagne les voix de flics énervés par les luttes intestines de l'Unsa. Alliance porte tout de même sur la conscience d'avoir ouvert la brèche aux réductions d'effectifs en contrepartie de meilleures rémunérations.

« *Nous avons obtenu de 100 à 200 euros par mois en plus pour les gardiens* », se défend Jean-Claude Delage, secrétaire général d'Alliance. « *Nous sommes dans un syndicalisme de proposition et de négociation. Leurs manifestations ne mobilisent personne* », tranche Jean-Claude Delage.

### L'œuf ou le poulet

Tous les syndicats dénoncent la « politique du chiffre » et la baisse des effectifs.

Les deux syndicats dits « de gauche » affirment en cœur leur détestation de la « *politique du résultat* », des [instructions écrites ou orales fixant des quotas](#) de PV, et leurs besoins en effectif.

Pourtant, les attaques fusent. « *On verra jeudi si l'Unsa police existe* », lance Yannick Danio, contre l'adversaire qu'il juge « *porte-parole du ministère* », « *pieds et poings liés avec Alliance* ». « *Certaines*

*organisations syndicales font croire qu'elles montent sur la table et arrachent le lustre mais sont beaucoup plus timorées en réunion avec l'administration* », rétorque Philippe Capon de l'Unsa Police. Chacun s'accuse de piquer les idées du voisin pour ramener des voix mais de se coucher devant le ministre.

## **Une tradition de chicanes**

La fragmentation syndicale dans la police ne date pas d'hier, mais de 1995. La disparition de la Fasp (Fédération autonome des syndicats de police), qui régnait en maître dans les années 1980 sous la férule de Bernard Deleplace, a provoqué l'émiettement. Traditionnellement, ce syndicalisme policier se développait en dehors des grandes confédérations, mais la loi Perben de 2007 a obligé les syndicats à s'affilier aux grandes confédérations (FO, CGC, CGT), même si les liens sont lointains, ce qui ne fait qu'ajouter à la confusion.

Alors que la police compte un taux de syndicalisation frisant les 75%, les organisations se multiplient, se regroupent pour mieux scissionner, se rabibocher et se déchirer. « *Il y a toujours des recompositions à l'approche des élections* », explique Jean-Louis Loubet Del Bayle, spécialiste du syndicalisme policier à l'IEP de Toulouse.

« *Chacun essaie de s'organiser pour rassembler le maximum de voix.* » Le chercheur rappelle que le syndicalisme policier est assez « *consumentiste* », puisque « *les agents n'ont pas de difficultés à changer d'affiliation s'ils n'obtiennent pas ce qu'ils souhaitent* ». Pour lui, la politisation concerne « *la tête* » mais pas « *la base* ».

Aujourd'hui, le ministère avance une thèse de « [gauchisation](#) » de la police et de « *recomposition de la Fasp* » à travers l'Union SGP-Unité police. Thèse évidemment mise au rebut par toutes les organisations, qui refusent de se positionner politiquement.

Si la bataille est si rude chez les gardiens de la paix, c'est que les résultats, qui seront connus jeudi 28, conditionnent une bonne partie de l'avenir des organisations. Elles veulent acquérir ou conserver leur représentativité, être en position de force dans les négociations paritaires, où leur avis est presque toujours suivi, et toucher les précieuses subventions du ministère.

Du côté des officiers, les blocs équilibrés entre le Snop (légèrement majoritaire) et Synergie-officiers devraient perdurer. Les commissaires de police, eux, voteront en mai.